



Lutte contre la désinformation

S'engager pour l'accès des populations à une information de qualité, libre, plurielle et fiable

L'évolution rapide des modes d'information et le recours à la désinformation de masse comme instrument de politique étrangère de certains acteurs appellent à une réaction forte de la diplomatie française, et au renforcement de son soutien à une information de qualité, libre, plurielle et fiable.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) est pleinement mobilisé et articule initiatives politiques, soutien à l'écosystème des médias et lutte contre les manipulations de l'information. Parallèlement à l'action de veille et de réponse rapide menée par les services de presse et communication des ambassades et la direction de la communication de la presse (DCP), les nouveaux outils de coopération du ministère permettent de déployer une politique ambitieuse sur le moyen et long terme.

Tous les mois, découvrez un enjeu de notre diplomatie porté et piloté par la direction générale de la mondialisation (DGM) au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Culture, médias, patrimoine, enseignement, recherche scientifique, langue française, économie, énergie, environnement, climat, biodiversité, développement durable, santé, démocratie, égalité de genre, société civile, jeunesse, engagement citoyen, territoires, numérique, intelligence artificielle, gastronomie, sport !

Une constellation de thématiques qui traduit les enjeux stratégiques au cœur de notre société et de nos relations internationales dans toute leur complexité... et sur laquelle œuvrent les près de 420 agents de la DGM, et les plus de 5300 au sein du réseau à l'étranger.

Consulter l'intégralité de la [feuille de route Médias et développement \(2023-2027\)](#)

Un engagement diplomatique et financier renforcé avec la nouvelle feuille de route Médias et développement

Les grands axes

Le MEAE s'est doté en 2023 d'une **feuille de route Médias et développement** pour mieux définir, structurer et prioriser son action. Établie sur la base d'une large consultation associant acteurs institutionnels et société civile, elle constitue un guide pour une réponse globale et concertée, mobilisant des réseaux et des actions complémentaires, y compris ceux de l'audiovisuel public extérieur :

- **Renforcement des compétences des journalistes**
Champ d'intervention traditionnel de la direction générale de la mondialisation (DGM), désormais étendu aux fact-checkeurs dans les pays aux écosystèmes vulnérables, pour les outiller face aux déstabilisations des systèmes médiatiques. Ces activités font l'objet de nombreux projets soutenus par les Fonds Équipe France (FEF), aux mains des ambassades.

Par exemple :

- **Médias et documentaires** en Asie centrale, un programme axé sur la mise en réseau et le renforcement des compétences des journalistes du Kirghizstan, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan et du Tadjikistan.
- Le projet **Expressions balkaniques**, qui vise à développer l'éducation aux médias et sensibiliser aux manipulations de l'information dans les Balkans occidentaux.

- **Appui à la production et à la diffusion de contenus fiables**
Une approche citoyenne et éclairée des enjeux locaux comme globaux, notamment par le soutien aux initiatives de la société civile internationale.

Par exemple :

- Le projet **Afri'Kibaaru**, qui accompagne la production de contenus relatifs aux objectifs de développement durable (éducation, climat, etc.).

- La **Journalism Trust initiative**, un label initié par Reporters sans frontières (RSF), certifiant l'engagement d'un média en faveur de l'intégrité de l'information.

L'audiovisuel public extérieur français contribue aussi activement à la poursuite de cet objectif, notamment avec le groupe France Médias Monde, à travers la diffusion de contenus de proximité en français et en langues locales.

- **Promotion de la liberté d'informe**
À travers la négociation de textes ambitieux au sein des organisations et enceintes internationales (UE, ONU, OCDE, G20, Conseil de l'Europe, OIF, etc.).

- **Protection des acteurs menacés ou fragiles**
Agir pour l'accueil de journalistes en exil et leur permettre de poursuivre leur travail, à Paris ou à proximité de leur pays ; soutenir le travail journalistique en assurant sa survie économique, via notamment le **Fonds international pour les médias d'intérêt public (FIPIIM)**. Par ailleurs, à l'initiative de la ministre Catherine Colonna, un **prix du courage journalistique** a également été institué et remis à Marcela Turati en 2023.

Par exemple :

- Le nouveau **Hub des journalistes en exil à Paris** en 2024 (voir encadré).
- Le **Hub de Bucarest** accueillant les journalistes ukrainiens, opéré par CFI Médias et Développement et France Médias Monde.

- **Éducation aux médias et à l'information**
Destinée à renforcer la capacité de la société civile, notamment des plus jeunes, à décrypter l'information, l'éducation aux médias constitue un nouveau champ d'intervention de la DGM.

Faire de Paris la capitale de la lutte contre la désinformation

À l'occasion du Forum de Paris sur la Paix en 2022, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a annoncé un appui au nouveau Fonds international pour les médias d'intérêt public (FIPIIM) et son accueil à Paris. Lancé par la journaliste Prix Nobel de la paix Maria Ressa, ce nouvel instrument financier, qui a pour objectif de financer des médias d'intérêt public fragiles dans des pays à revenus faibles et intermédiaires, est une réponse pragmatique et d'envergure inédite pour laquelle la France a considérablement œuvré.

L'installation à Paris en 2024 d'un lieu dédié aux journalistes en exil, mis en œuvre par CFI Médias et Développement, opérateur du MEAE, avec des partenaires de la société civile (dont RSF), apportera une nouvelle illustration de la volonté de la France de soutenir les acteurs de l'information dans la lutte contre la désinformation.

Quels moyens pour la coopération en faveur des médias ?

L'engagement fort du ministère dans la lutte contre la désinformation s'est traduit par des moyens renforcés, confirmé par les conclusions du dernier Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) publiés le 17 juillet 2023, qui consacrent l'objectif de « *Soutenir partout les droits humains, la démocratie et la lutte contre la désinformation.* »

Quel investissement ?

30 M€ en 2023 renouvelés pour 2024

C'est le montant total des financements affectés par la DGM à la coopération en faveur des médias et à la lutte contre la désinformation. Ces financements concernent à la fois des enveloppes récurrentes bien identifiées (soutien à l'opérateur CFI) ainsi que des projets de terrain financés par des FEF et, depuis 2023, de nouveaux financements dédiés aux acteurs de la société civile.

2,5 M€ investis par le Centre de crise et de soutien (CDCS) dans le domaine des médias en 2023

Pour nouer des partenariats avec CFI et des ONG françaises locales et internationales.

Combien de projets ?

16 projets financés par le Fonds Équipe France dont : **7 projets de lutte contre la désinformation et d'éducation aux médias**
4 projets pluriannuels en œuvre par CFI sur le continent africain

Focus sur les programmes « Désinfox »

Désinfox recouvre différents projets d'appui à la résilience des écosystèmes médiatiques (journalistes, fact-checkeurs, blogueurs, étudiants, activistes) face aux manipulations informationnelles, mis en œuvre par CFI depuis 2019 et financés par la DGM et le CDCS. Les actions menées dans 10 pays d'Afrique francophone visent à la fois à renforcer les compétences des journalistes et médias traditionnels aux techniques de fact-checking, accompagner les médias et rédactions dédiés à ces pratiques spécifiques, structurer ces initiatives à l'échelle francophone et régionale et vulgariser ces outils auprès des jeunes du continent et d'une audience élargie.

3 M€
Le budget dédié à ces programmes sur la période 2019-2023.

2,85 M€
Le budget reconduit jusqu'en 2027 en ciblant les domaines d'intervention autour de l'éducation aux médias et de la structuration d'un réseau francophone de fact-checking.

Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, République centrafricaine, Sénégal, Cameroun, Tchad, Niger, Burkina Faso, Mali

Pays de mise en œuvre des programmes (en tenant compte de leur situation politique et sécuritaire).

Plateforme africaine des fact-checkeurs francophones (PAFF) Lancée en avril 2024 et soutenue par la DGM.

paff.africa

La lutte contre la désinformation en Équipe France

Se repérer dans l'organisation multi-acteurs du suivi des sujets désinformation à Paris

Au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)

- > **La direction de la communication et de la presse (DCP)**
Au MEAE, l'action de la DGM est complémentaire de celle de la DCP, notamment de la **sous-direction veille et stratégie (VS)**, en charge de l'analyse et de la riposte aux attaques et déstabilisations informationnelles, et celle du **porte-parolat (PP)**.
- > **La direction générale des affaires politiques et de sécurité (DGP)**
La DGM fait également le lien avec la **direction des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie (DGP/NUOI)** qui définit les politiques en matière de droits de l'Homme, y compris les questions relatives à la liberté d'expression et de la presse, dans les enceintes internationales.
- > **Le centre de crise et de soutien (CDCS)**
Le CDCS est également un partenaire pour les zones en crise. Il intervient ainsi dans les domaines de la cohésion sociale, de la lutte contre la manipulation de l'information, de la continuité éducative et du renforcement de capacités des journalistes en zones de crise.
- > **L'équipe de l'ambassadeur pour le numérique** sont des interlocuteurs privilégiés.

Les opérateurs et partenaires mobilisés par la lutte contre la désinformation

- > **CFI Médias et Développement**
Agence française de développement des médias, CFI est l'opérateur de référence du MEAE pour la coopération médias et la mise en place de programmes spécifiques dans ce champ avec les postes et la société civile.
- > **France Médias Monde (FMM)**
Constituée de 3 médias (France24, RFI et MCD) et son académie en charge de valoriser l'expertise des journalistes du groupe à l'international.
- > **Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique**
Qui assure le secrétariat du Réseau francophone des régulateurs des médias.
- > **Institut national de l'audiovisuel (INA)**
Qui promeut son expertise technique de valorisation d'archives à l'étranger et de formation à l'ensemble des métiers audiovisuels et du journalisme.
- > **Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (CLEMI)**
Opérateur du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, en charge des programmes d'éducation aux médias.

Au sein de la direction générale de la mondialisation (DGM)

- > **La direction de la diplomatie culturelle, éducative, scientifique et universitaire, sous-direction de la culture et des médias (DDC/CM)**
Avec une équipe de 5 rédactrices et rédacteurs dédiée (entre autres sujets) à la lutte contre la désinformation et à la coopération médias.
- > **Différents services sont investis dans ce champ de coopération**, notamment à travers des projets FEF :
 - la direction du pilotage et de la stratégie (DPS)
 - la mission de la gouvernance démocratique (DAG/GOUV)
 - la mission G7/G20 et sommets internationaux (DGM/MSI)
 - la délégation pour les collectivités territoriales et la société civile (DCT-CIV)
 - la mission du numérique et de l'intelligence artificielle (DDE/NUMIA)
- > **Sur le terrain, les 49 attachés audiovisuels des ambassades, couvrant 95 États et territoires, sont les points d'entrée au sein de notre réseau** pour traiter des enjeux de coopération en matière d'information. Ils travaillent en lien avec les services de presse et les chancelleries politiques des ambassades.

En interministériel

- > **Le ministère de la Culture**
Notamment à travers la **direction nationale des médias et des industries culturelles (DGMIC)** qui agit de concert avec le MEAE sur le territoire français dans le cadre de programmes spécifiques pour les journalistes en exil, l'écosystème médiatique national et les questions de régulation.
- > **Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse**
- > **Le secrétariat général des affaires européennes**
Pour le suivi des négociations sur les réglementations européennes, comme récemment le *Media Freedom Act* et le *Digital Service Act*.